

N° 18

A.

Acte d'cession de la Sardaigne
au traité conclu à Londres le 8 Mai 1852
sur la succession Savoie.

publié à la Sénat du 3 Janvier 1866

Le Sontzigne, Ministre des affaires étrangères de S.M. le Roi de Danemark, a reçu l'ordre d'adresser au Mourier le ministre des affaires étrangères de S.M. le Roi de Sardaigne la communication suivante :

S.M. le Roi de Danemark, d'une part, et S.M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Prince Président de la République française, S.M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, S.M. le Roi de Prusse, S.M. l'Empereur de toutes les Russies et S.M. le Roi de Suède et de Norvège, d'autre part, ont conclu à Londres le 8 Mai 1852, dans le but d'assurer l'intégrité de la Monarchie Danoise, un traité relatif à l'ordre de succession éventuelle à la totalité des Etats actuellement réunis sous le sceptre de S.M. le Roi de Danemark.

Par l'article IV de ce traité les H.H. P.P. C.C. se sont réservé de le porter à la connaissance des autres puissances, en les invitant à y accéder.

En conséquence de cette stipulation le Sontzigne a été chargé de communiquer le texte du dit traité au Gouvernement de S.M. le Roi de Sardaigne et de l'inviter au nom de S.M. le Roi de Danemark à y accéder.

Le Sontzigne fait avec empressement cette occasion pour offrir à S.E. Mourier le ministre

des affaires étrangères de S.M. le Roi de Sardaigne les
assurant de sa plus haute considération.

Copenhague ce 11 Novembre 1852.

(Signé) Bluhomse

M. S. Bluhomse rapporte à S. M. le Roi de Sardaigne
Monsieur le Ministre des affaires étrangères
S.M. le Roi de Sardaigne
Turin le 11 Novembre 1852
Le rapport de M. Bluhomse est au verso de cette page.

8 d. 1852

3 7 3

Le soussigné Ministre Secrétaire d'Etat pour

les affaires étrangères de S.M. le Roi de Sardaigne a reçu la note que S.E. Monsieur le Ministre des affaires étrangères de S.M. le Roi de Danemark lui a adressée en date du 11 Novembre dernier pour communiquer au Gouvernement du Roi, en l'invitant à y accéder, le texte du traité conclu à Londres le 8 Mai 1852, dans le but d'apurer l'繼承權 de la Monarchie Danoise, relativement à l'ordre de succession éventuelle à la totalité des Etats actuellement réunis sous le sceptre de S.M. Danois.

entre S.M. le Roi de Danemark d'une part
et S.M. l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie
et de Bohême, le Prince Président de la République
Française, S.M. la Reine du Royaume Uni de
la Grande Bretagne et d'Irlande, S.M. le Roi de
Prusse, S.M. l'Empereur de toutes les Russies
et S.M. le Roi de Suède et de Norvège d'autre
part.

Le soussigné s'étant fait un devoir
de porter ce traité à la connaissance du Roi
Son Auguste Souverain, a été autorisé à déclarer
que S.M. y accède formellement ainsi qu'il
résulte de l'acte qui est à l'honneur de jorndre

//

à la présence de l'ambassadeur !
Le Souigné fait avec empressement
cette occasion pour offrir à S. E. Monsieur
le Ministre des affaires étrangères de
Danemark les assurances de sa haute
considération.

Turin, le 4 Décembre 1852.

Signature Fabronius,

A S. E. Monsieur le Ministre
des affaires étrangères
de S. M. le Roi de Danemark.

Il est à la volonté de l'ambassadeur de ne
pas imprimer cette signature.

57

S.M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Prince Président de la République Française, S.M. la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, S.M. le Roi de Prusse, S.M. l'Empereur de toutes les Russies et S.M. le Roi de Suède et de Norvège d'une part, et S.M. le Roi de Danemark d'autre part, ayant conclu à Londres, le 8 mai 1852, dans le but d'assurer l'intégrité de la Monarchie Danoise, un Traité relatif à l'ordre de succession éventuelle à la totalité des Etats actuellement réunis sous le royaume de S.M. le Roi de Danemark; et les H.H. P.P. C.C. n'étant réservé par l'art. IV du dit traité de le porter à la connaissance des autres puissances, en les invitant à y accéder, elles ont fait adresser cette notification à S.M. le Roi de Sardaigne.

Sainte Majesté, après en avoir eu communication et autorisé le soussigné son Ministre Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères à déclarer qu'elle accède formellement au susdit traité dont le texte se trouve ci-annexé.

En foi de quoi le susigné a signé le présent acte d'acception et y a apposé le cachet de ses armes.
Fait à Turin, le 4 décembre 1852 l'an de grâce 1852.

| Signé la teneur du Traité |

(L.S.)

Le Ministre Secrétaire d'Etat
pour les affaires étrangères
/ signé / Fabormida

Per copia conforme all' originale
Il primo Ufficiale del Ministero
per gli Affari esteri

Torino Novembre 1853. Mossi.

Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité
 S.M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême;
 Le Prince Président de la République française;
 S.M. la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande;
 S.M. le Roi de Prusse;
 S.M. l'Empereur de toutes les Russies;
 Et S.M. le Roi de Suède et de Norvège,
 considérant que la maintien de l'intégrité de la Monarchie
 Danoise, lié aux intérêts généraux de l'équilibre européen,
 est d'une haute importance pour la conservation de la
 paix, et qu'une combinaison qui appellerait à succéder à la
 totalité des Etats actuellement réunis sous le sceptre
 de S.M. le Roi de Danemark la descendance mâle,
 à l'exclusion des femelles, serait le meilleur moyen d'
 assurer l'intégrité de cette Monarchie, ont résolu, à
 l'invitation de S.M. Danoise, de conclure un traité,
 afin de donner aux arrangements relatifs à cet ordre
 de succession, un gage additionnel de stabilité par un
 acte de reconnaissance européenne.

En conséquence les H.H. P.P. C. ont nommé pour leurs
 plénipotentiaires, Savoir:

S.M. le Roi de Danemark, le Prince Christian de Bille
 Grand Croix de l'Ordre de Dannebrog, décoré de la Croix d'
 Argent du même Ordre, Grand Croix de l'Ordre de l'Etoile
 polaire de Suède, Comme aussi de celui des Guelphes,

de Hanovre de la première classe, Commandeur de l'Ordre de la Conception de Portugal, Chevalier des Ordres du Sauveur de Grèce, son Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotiaire près S. M. Britannique.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi des Hongrois et de Bohême, le Prince Louis Charles Baron de Kribeck, Chevalier de l'Ordre de Sainte Anne de Russie de la seconde classe, Commandeur de l'Ordre du Sauveur de Grèce, et de l'Ordre du Lion d'or de la Maison Electorale de Hesse, Chargé d'affaires de S. M. l'Em. et R. Ap. près la Cour de S. M. Britannique.

Le Prince Président de la République Française, le Prince Alexandre Colonna Comte Walewski, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'honneur, Grand Croix de l'Ordre de Sainte Émanuelle des Deux Siciles, Grand Croix de l'Ordre du Mérite de Saint Joseph de Toscane, Ambassadeur de la République Française près S. M. Britannique.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le très honorable Jacques Howard, Comte de Malmsbury, Vicomte Fitzharris, Baron Malmsbury, Pair du Royaume-Uni, Membre du très honorable Conseil Privé de S. M. Britannique, et principal Secrétaire d'Etat de S. M. Britannique pour les affaires étrangères.

S.M. le Roi de Prusse, le Sieur Christian Charles Josse Brunsen, Commandeur de l'Ordre de l'Aigle Rouge, Grand Croix de l'Ordre de la Maison Duele Ernestine de Saxe, etc. etc., Conseiller intime actuel de S.M. le Roi de Prusse, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S.M. Britannique.

S.M. l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Philippe Baron de Brumow, Chevalier des Ordres de Sainte Alexandre Nevski en Diamants, de l'Aigle Blanc de la première classe, de Saint Stanislas de la première classe, de Saint Vladimir de la troisième classe, ayant la médaille pour la Campagne de Turquie, Grand Croix de l'Ordre de Dannebrog de Danemark, Commandeur de l'Ordre de Sainte Etienne de Hongrie, Chevalier des Ordres de Prusse de l'Aigle Rouge de la seconde classe, et de Saint Jean de Jérusalem, et de plusieurs autres ordres étrangers, son Conseiller privié, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S.M. Britannique.

Et S.M. le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Jean Gotthard Baron de Rehausen, Commandeur de l'Ordre de Saint Olaf, et Chevalier de l'Ordre de l'Etoile Polaire, Grand Croix de l'Ordre de Dannebrog de Danemark, son Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiare près S.M. Britannique.

24

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Article I.

Après avoir pris en sérieuse considération les intérêts de la Monarchie, S.M. le Roi de Danemark, de l'appartenance de S.A.R. le Prince Héritaire, et de ses plus proches Cognat, appelés à la succession par la Loi Royale de Danemark, ainsi que de concord avec S.M. l'Empereur de toutes les Russies, Chef de la Branche aînée de la Maison de Holstein-Gottorp, ayant déclaré vouloir régler l'ordre de succession dans ses Etats, de manière à ce qu'à défaut de descendance mâle en ligne directe du Roi Frédéric II de Danemark, sa couronne soit transmise à S.A. le Prince Christian de Slewig-Holstein-Sonderbourg-Glücksborg et aux descendants issus du mariage de ce Prince avec S.A. la Princesse Louise de Slewig-Holstein-Sonderbourg-Glücksborg, née Princesse de Hesse, par ordre de primogéniture, de mâle en mâle ; les H.H. P.P. C.C., appréciant la sagesse des vues qui ont déterminé l'adoption éventuelle de cette combinaison, s'engagent d'un commun accord, dans le cas où l'éventualité prévue viendrait à se réaliser, à reconnaître à S.A. le Prince Christian de Slewig-Holstein-Sonderbourg-Glücksborg, et aux descendants mâles, issus en ligne directe de son mariage avec la dite Princesse,

le droit de succéder à la totalité des Etats actuellement réunis sous le sceptre du R. M. le Roi de Danemark.

Article II.

Les H.H. pp. C., reconnaissant comme permanente le principe de l'intégrité de la monarchie danoise, s'engagent à prendre en considération les ouvertures ultérieures que S.M. le Roi de Danemark jugera à propos de leur adresser, si, ce qui à Dieu ne plaît, l'extinction de la descendance mâle, en ligne directe, de l.R. le Prince Christian de Hesse-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, issue de son mariage avec T.R. la Princesse Louise de Hesse-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, née Princesse de Hesse, devenait imminent.

Article III.

Il est expressément entendu que les droits et les obligations réciproques de S.M. le Roi de Danemark, et de la Confédération germanique, concernant les DUCHÉS de Holstein et de Lauenbourg, droits et obligations établis par l'Acte fédéral de 1815, et par le droit fédéral existant, ne seront pas altérés par le présent Traité.

Article IV.

Les H.H. pp. C. se réservent de porter le présent Traité à la connaissance des autres puissances, en les invitant à y accéder.

entre le R. P. et l'Amiral Aarøde V. à Copenhague le

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres, dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs

l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le huit Mai, l'an de grâce mil

soixante et huit ans cinquante et deux.

(d.s.) Blitzen (d.s.) Hildebrand

(d.s.) Bille (d.s.) A. Walewsky

(d.s.) Malmesbury

(d.s.) Brunnow

III d.s. (d.s.) Brunnow

(d.s.) Rephausen

(d.s.) Bille

Le ministre souverain, Ministre des affaires étrangères du
S.M. le Roi de Danemark, certifie que la présente
copie est conforme à l'original.

Copenhague le 11 Novembre 1853.

Blitzen

Il est en vertu d'ordre ministériel de ce Régne que

la présente copie, signée par l'Amiral Aarøde, soit reçue

R. Segreteria di Stato
PER GLI AFFARI ESTERI

Torino 2 Gennajo 1854.

Oggetto
Pubbliche Convenzioni
comunicate al Parlamento.

6/

Il Ministero, a norma
di quanto prescrive l'articolo V
dello Statuto, porta a conoscenza
del Parlamento Nazionale le
seguenti pubbliche Convenzioni
sigurate dal governo di S.M.

1^o L'atto d'accessione

sulla Sardegna al Trattato concluso
a Londra addì 8 maggio 1852
per la successione alla Monarchia
Danesa, accompagnato dai
relativi uffizi. / Sub litt. A /.

2^o La convenzione

per la corrispondenza telegrafica
conclusa fra la Sardegna e la
Svezia il 25 giugno 1853,
secondo l'disposto della legge
16 Maggio 1853. / B /.

3^o Il protocollo

signato a Torino dai Commissari
di Sardegna e dei Paesi d'San
Gallo e dei Grigioni il 18 luglio
1853 per l'interpretazione
dei trattati del 1845 e 1847

1/2

relativi alla ferrovia Sardo-Austriaca;
conformemente al prescritto dell'
articolo 6^o della legge 5^o giugno
1853. / C/.

4^o L'atto d'accezione
del Duca di Modena al trattato
di commercio 18 ottobre ed alla
convenzione sul contrabbando
22 novembre 1851 conchiusa
tra la Sardegna e l'Austria,
ed il corrispondente atto d'
accettazione segnato il 16
luglio 1853. / D/.

5^o L'atto d'accezione
del Duca di Parma ai trattati
suddetti ed il corrispondente
atto d'accettazione segnato
il 18 settembre 1853. / E/.

6^o La convenzione
telegrafica stipulata in Torino
il 28 settembre 1853 tra
Sardegna e Austria, a rinciare
dell'art^o 1^o della legge 15
febbrajo 1852. / lett. F/.

18° N.

C.

Ott
Protocollo

Segnato a Torino il 18 luglio 1853, dai Delegati
di Sardegna, di San Gallo e dei Grigioni, per l'
interpretazione dei trattati 30 ottobre 1845 e
16 giugno 1847.

Nel corso del mese di giugno prossimo
passato i governi dei Cantoni di S. Gallo e dei
Grigioni si diressero a quello del Canton Ticino,
perche' volesse provocare dal gran Consiglio la
concessione dimandata dalla Societa' unovamericana
costituita per il Lemanago, per il tronco di strada
sul territorio Ticinese, dal confine Grigione al confine
degli Stati di S.M. il Re di Sardegna.

Tale richiesta da parte dei governi di S. Gallo
e dei Grigioni era appoggiata alle favorevoli circostanze,
che ora si presentano, per poter sperare con fondamento
di venir a capo della grandiosa impresa, di unire il
Sud col Nord, mediante una ferrovia per il Lemanago.

Il Consiglio di Stato del Canton Ticino in
luogo di accuocire a quell'istanza, credette opportuno,
sulla dimanda del Consiglio d'amministrazione della
Strada ferrata centrale Svizzera, la quale chiedeva per
se: la concessione per la linea da Locarno fino a Biasca
e da Biasca per le Alpi passando per il S. Gottardo
o per il Lemanago, secondo le ristallanze degli Studii
da praticarsi; di non occuparsi per ora della dimanda
di concessione della Societa' del Lemanago, ma di convocare
straordinariamente il Gran Consiglio, al più tardi ai //

primi del prossimo Settembre, per trattare e risolvere questo importante oggetto.

In si fatta condizione di cose i governi dei cantoni di S. Gallo e dei Grigioni dall'un lato, e quello di S.M. il Re di Sardegna dall'altro, avendo dovuto convincersi che le Autorità Ticinesi caddero in errore sul modo d'interpretare le intenzioni dei governi su menzionati, sopra diversi punti relativi alla questione della strada ferrata del Ticinagno, hanno giudicato conveniente di combinare una conferenza, nella quale venissero date delle spiegazioni e dichiarazioni che si sarebbero credute necessarie per chiarire la questione.

Gli ottosavuti pertanto a ciò debitamente incaricati, da parte dei rispettivi governi, ben esaminata la questione medesima, credono poter stabilire quanto segue.

L'accordo nel quale caddero le Autorità Ticinesi, e che produsse la sospensione della definitiva risoluzione delle cose, si riferisce più specialmente a due punti principali: I. Se la convenzione stipulata fra i cantoni di S. Gallo, Grigione e Ticino, il 30 ottobre 1845, riguardante la costruzione di una ferrovia dal Lago Maggiore al Lago di Costanza e Zurigo e quella conclusa fra i suddetti tre cantoni ed il governo di S.M. il Re di Sardegna il 16 febbraio 1847 riguardante la medesima strada ferrata, non che oggetti di commercio e transito, sia o no tuttora in vigore. II. Se i successi decretati dal Parlamento e governo di S.M. il Re di Sardegna per facilitare l'esecuzione della progettata strada che unisce il lago Maggiore al lago di Costanza, a termini

della legge 5 giugno 1853, possono all'oppo venir concessi anche per un'altra linea, diversa da quella del Lemanino.

Un riguardo a questi due punti portano dichiarano i Delegati qui sottoscritti, in conformità alle istruzioni dei rispettivi loro commettenti, e sotto expressa riserva della loro ratifica, quanto segue.

F. In rapporto alla validità delle Convenzioni sottoscritte, essere stato come lo è tuttora l'idea fondamentale e lo scopo de' contraenti, la realizzazione di una strada ferrata che riunisca il Sud col Nord, attraversando il Lemanino; per questo esserti impegnati a procurare ogni possibile facilitazione ad una società solida che si fosse presentata per attivare l'esecuzione, se, nel caso che una prima fallisse allo scopo, accettare anche un'altra che a quelle si sostituisse.

Non poter in proposito essere più esclusa la Convenzione del 16 giugno 1847, ove all'art. 7^e si legge quanto segue:

Art. 7. De plus pour faciliter la construction du chemin de fer pour le Lemanier, le Gouvernement de Sa Majesté Sard déclare sa disposition à venir en aide aux concessionnaires actuels ou des tous autres qui pourraient leur être substitués, tant pour son influence, que pour des moyens spéciaux.

In conseguenza si riguarda quanto, l'atto della concessione al primario concessionario ordinato dal Gran Consiglio dei Giudici sotto la data del 2 luglio 1852, come una soppressione della Convenzione, poiché lo stesso gran consiglio accordò subito ad altri concessionari la concessione stessa, ed agli uni perfettamente //

nello spirito e nel senso del trattato. Ciò venne pure dichiarato nel modo il più positivo dal Delegato Grigioni, nel protocollo d'una conferenza tenutasi in Berna il 1^o febbrajo del corrente 1853 dietro istanza del Governo del Ticino, allo scopo preciso di mantenere nel loro vigore i Trattati del 1845 e 1847, conferenza che venne presieduta dal deputato dello stesso Cantone Ticino.

In riguardo poi a S. Gallo il Delegato di quel Cantone dichiarò: che dopo la conclusione dei Trattati 1845 e 1847 il Governo Sangallese non fu mai in grado di dare definitivamente sul suo territorio la concessione alla primitiva società delle Ferrovie del Ticino / società promotrice / non essendosi questa mai formalmente annunciata per la costruzione, né avendo dato dichiarazione alcuna di voler assumersi i relativi obblighi convenzionali.

La concessione decretata dal Cantone di S. Gallo sotto il 8 gennaio a. c. alla cosi detta società della ferrovia del Sud-Est contiene quindi la prima esecuzione della convenzione che lo stesso poteva praticare dal canto suo.

Detta convenzione non può quindi con ciò aver perduto formalmente la sua forza; Ma benvi di più, contemporaneamente alla concessione / tocante del resto precisamente le linee espresse nelle convenzioni 1845 e 1847 ai laghi di Cottanza ed Pergo / si assunse dal lato Sangallese ancora l'affidazione di una compagnia inglese di questa impresa di due milioni di franchi e inoltre di altri $\frac{3}{4}$ di milione, come pure si fece una convenzione coi Grigioni su forza della quale il Cantone di S. Gallo, per non abbandonare la base dei Trattati

nel 1845 e 1847 in quattro giorni, operò perché il Cantone dei Grigioni volesse accordare alla società attuale della ferrovia del Sud-Est, o ad altro concessionario meritevole di fiducia, la linea da Coira fino ai confini del Ticino, sotto che se ne facesse soddisfazione dimessa. Tale obbligazione venne appresa al buon grado dal gran consiglio dei Grigioni, aggiungendovi contemporaneamente la co-partecipazione di due milioni che venne approvata dai Comuni di quel Cantone e neppure poi in esigenza coll'avere il Governo Grigione accordata effettivamente la concessione a quella società.

V. Dopo finalmente detta società del Sud-Est firmò il 3 giugno con quella che poi si fece a Mendrisio al Canton Ticino la concessione della linea sul territorio del cantone medesimo.

Se poi si volesse affermare che il trattato del 1847 sia stato annullato dal successivo trattato stipulato fra la Confederazione Svizzera e S.M. Re di Sardegna in data ~~8~~¹⁴ giugno 1851, si andrebbe egualmente errato.

Misulta dai protocolli dei Consigli legislativi federali, che allorquando si trattò della ratificazione del trattato su menzionato, uno degli discorsi della stipulazione di quel trattato medesimo fece la precisa dichiarazione, che il trattato del 16 Gennaio 1847 veniva riguardato "rambi i contraenti come in vigore" e che, se non erano state fatta menzione nel trattato del 1851, ciò doveva al motivo che per norma di diritto internazionale, i trattati anteriori non derogati da posteriori convenzioni, mantengono il loro stesso vigore nel senso e come vennero stipulati.

Si fa ancora osservare, come prova che il Governo

L'ando riconosce in fatto la validità di quel Trattato, la circostanza che gli Svizzeri appartenenti a quei cantoni godono delle facilitazioni menzionate in quel Trattato relativamente ai passaporti, mentre invece si estende la tassa comune per quelli appartenenti agli altri cantoni.

Tanto risulta dal relativo protocollo del Consiglio Nazionale e da quello degli Stati Svizzeri.

In fine poi si fa pure appello alle dichiarazioni e note indirizzate dal governo del Canton Ticino agli altri cantoni contraenti ed al Consiglio Federale, alloché sembra prevalere l'opinione che i Trattati del 1845 e 1847 fossero già superflui da quello del 1851.

Per quanto concerne il contegno osservato da parte del governo di S. M. il Re di Sardegna, in merito alla validità del Trattato del 1847, conviene anche per conto del medesimo distinguere, bene ^{essenzialmente diverse} cose, & una dall'altra; cioè la validità del Trattato; per quanto riguarda gli obblighi reciproci assunti coi cantoni contraenti e gli impegni verso la società promotrice della strada ferrata del Brennero. Per ciò che ha fatto a questa società, il governo Lardo fa d'istituzione completamente libera e svolto da ogni vincolo; e anzi non così per quanto riguarda la concessione coi tre cantoni.

Ella s'ha sempre riguardata per valida in quanto riguarda l'oggetto principale, cioè la costituzione di una strada ferrata per il Brennero, e così per gli altri articoli della convenzione in quanto non vennero derogati dalla nuova costituzione federale, come per es. l'art. 4^o, o dalle convenzioni posteriori.

Se pure poi il Governo di S. M. non poteva dare miglior prova di quella del fatto di adempiere, cioè, come me adempie tuttora le prescrizioni ivi stipulate. Così in forza dell'art. 11º di detta Convenzione esso ha accordato la libera esportazione della granaglia, del vino, del vino, dell'acqua e di ogni altro commestibile.

In forza ancora del medesimo trattato esso accorda, come già osservavano anche i signori Deputati Svizzeri le facoltà seguenti per i rapporti degli abitanti dei tre Cantoni di S. Gallo, dei Grigioni, e Tirolo stipulate all'articolo 12º del trattato.

Nella nota dell'Uscarrato d'affari di S. M. al Re di Sardegna presso la Confederazione Svizzera diretta al Consiglio Federale; sotto la data del 4 febbrajo 1853 si dichiara a nome del governo; che esso si ritiene sciolto da ogni vincolo colla società promotrice del Luminago; non quando quella società in modo alcuno adempirò agli obblighi d'essa assunti, non essendosi la stessa mai costituita realmente e definitivamente.

Vedesi da questo come i motivi che indussero i governi dei Cantoni Svizzeri di S. Gallo e Grigioni a riconoscere dalla società promotrice, via via gli identici che determinarono anche il governo Sardo ad agire di consueta, epperò il deputato riuniva ancora questa dichiarazione nel modo il più formale, ed i Deputati dei governi di S. Gallo e Grigioni vi si unirono pure. Dichiavano quindi che per gli addotti motivi essi considerano la menzionata società promotrice, come non più costituta, ed effettivamente verificato il caso previsto dall'art. 1º della convenzione 16 gennaio 1847, di poter cioè sostituire un'altra società per l'esecuzione della strada ferrata per il Luminago, come già fu in parte sostituita da altra.

Il Deputato Sardo fa osservare in fine, come dalla nota di febbrajo 1853 risultò; anziché l'intenzione di denunciare il trattato del 1847, la chiara intenzione di volerlo mantenere, abbandonandosi una società, che più non presentava la confidenza, né aveva i mezzi per mandare ad effetto lo scopo per il quale era stato proposto il medesimo trattato.

II. Rapporto poi ai Tassidii votati dal Parlamento Sardo e decretati in massima colle leggi del 5 giugno 1853, il Delegato Sardo dichiara a nome del suo Governo, che, per quanto alla nostra è modo coi quali ragionevoli accordi, esso si attirà strettamente alle disposizioni della legge medesima, accordandosi, cioè, di e come consuetudinario, dietro un piano regolare che già venne presentato da una compagnia, che alla sua volta presentò serie garanzie di solidità e che assuma la più pronta e sicura costruzione della strada ferrata, dalla sponda settentrionale del Lago Maggiore fino al Lago di Costanza, come è detto testualmente all'art. "6." di detta legge.

Per quanto poi riguarda la linea prima, il Delegato Sardo dichiara che, quantunque nella legge stessa non vi si trovi il nome di Lumagno, neppure altan linea vi ha che aderisce alle condizioni volute dalla legge relativa, alla condizione stessa sopratutto della pronta e più breve comunicazione fra il Lago Maggiore ed il Lago di Costanza.

Nessun'altra linea intende favorire il Governo di Sua Maestà, né in questo si può essere meno esente di dubbi dalle discussioni che ebbero luogo

in proposito nel Parlamento Sardo, chiarissima emerse l'intenzione, che per il Luemagno e non altimenti pieno a destinarsi i suffici.

Il Delegato Sardo dichiara quindi formalmente da parte del suo Governo, che i suffici daredati colla legge del 5° giugno 1853 non vorranno accordati a neppure altra linea, che a quella del Luemagno.

Per togliere poi ~~qualsiasi~~ equivooco o dubbioza che potrebbe sorgere nell'interpretare la frase di linea del Luemagno, si dichiara espressamente che qualora, contro ogni aspettativa, da parte del Governo Piemese si avesse a concedere la linea Locarno-Biasca ad una Società che volesse volgersi verso il S. Gottardo, sotto pretesto che questo non esclude la linea del Luemagno, il Governo Sardo non accorderà suffici di sorta ad una tale Società.

Ecco vi si riserva di accordarsi unicamente a quella sola, che appunto tutta la linea, che, partendo dal Lago Maggiore, mette capo al Lago di Postanza passando per il Luemagno.

In fede di che i Delegati o'ppetutri hanno firmato il presente Protocollo di conferenza e vi hanno apposto i loro sigilli. Fatto in Torino in triplo originale, il dieciotto luglio Mille ottocento cinquantatre.

(L.S.) Hünigen-Büchler, Delegato del Governo del Cantone di S. Gallo.

(L.S.) Luigi Toselli, Delegato del Governo d' S. M. Sarda.

(L.S.) Giac. Morra, Delegato del Governo del Cantone dei Grigioni.

Sarà copia conforme all'originale
il primo Uff. del Ministero per gli affari esteri
Torino 9 Novembre 1853. Mostre.

F.

Convenzione telegrafica
Sarda-Austro-Germanica.

Vittorio Emanuele II

per grazia di Dio

Re di Sardegna, di Cipro, e di Gerusalemme;
Duce di Savoia, di Genova ecc. ecc. Principe di Piemonte,
e tutti coloro, che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione telegrafica essendo stata con-
clusa tra Noi, & S. M. l'Imperatrice d'Austria, questi
tanto in nome suo, che in nome delle Sono Maestà
il Re di Prussia, il Re di Baviera, il Re di Slesia,
il Re di Hannover, il Re di Wurtemberg, ed il Re
dei Paesi Bassi, e firmata in Torino addi' venti otto
Settembre 1853. dal nostro Plenipotenziario, e da
quello di S. M. G. R. Op., la quale Convenzione
è del tenore segnato:

S. M. il Re di Sardegna Vittorio Emanuele
II, e S. M. G. R. Op. Francesco Giuseppe I tanto in
nome suo, che in nome delle S. M. il Re di
Prussia, il Re di Baviera, il Re di Slesia, il Re
di Hannover, il Re di Wurtemberg, ed il Re dei
Paesi Bassi, riconoscendo il vantaggio dell'unione del
servizio internazionale delle linee telegrafiche dei ri-
spettivi Stati, e spero a Commissari Plenipotenziari
per la conclusione di analogo trattato, cioè:

S. M. I. R. al Re di Sardegna, al Conte Antonio e Vanni
di Pollicino Commendatore degli Ordini dei Ss. Maurizio e
Lazzaro, di Leopoldo del Belgio, e della Legion d'Onore di
Francia; Cavaliere Gran Croce dell'ordine d'Isabella la
Cattolica di Spagna; Vice Presidente della Camera di Azio-
città e Commercio, Senator del Regno, Intendente Ge-
nerale dell'Azienda dell'Eletro, e Direttore Generale
delle Poste:

S. M. I. R. Ap. il Conte Oppony Rodolfo,
Cavaliere Gran Croce dell'Ordine Badese della fedeltà, Commenda-
tore di quello Costantiniano di San Giorgio di Parma, Ciambellano
di S. M. I. R. Ap. e suo Inviatò Straordinario e Ministro pleni-
potenziario presso il Re di Sardegna.

Quali dopo di opesi cambiati i loro più poteri
trovati in buona e debita forma convegno no sui seque-
ti articoli.

Articolo 1°

Qualunque individuo avrà diritto di servirsi dei
telegrafi elettrici internazionali degli Stati contraccordati, ma
ciascun Governo si riserva la facoltà di fare constatare l'ob-
bedientia d'ogni speditore da cui sarà domandata la transmis-
sione di uno o più dispacci.

Articolo 2°

Il Servizio dei telegrafi stabiliti o da stabilirsi dagli
Stati contraccordati sarà sottoposto in quanto concerne la

la trasmissione e la tassa dei dispacci internazionali alle disposizioni che seguono, ciascun Paese riserva così espressamente il diritto di regolare secondo le rispettive convenienze il servizio e la tariffa per le corrispondenze a trasmettersi nei limiti delle proprie linee, e rimanendo, nell'uno e nell'altro caso, interamente libero quanto alla scelta degli apparecchi, e quanto alle misure occorrenti per la sicurezza delle linee, e per l'ordine ed il controllo delle corrispondenze.

I dispacci internazionali, sono quelli che partendo da una delle stazioni d'uno degli Stati contrattanti sono destinati ad una delle stazioni di altri Stati.

Art. 3º

Gli Stati, che non hanno preso parte alla presente Convocazione, saranno ammessi sulla loro domanda ad accedervi.

Art. 4º

Le altre parti contrattanti assumono l'impegno di comunicarsi reciprocamente tutti i documenti relativi all'organizzazione ed al servizio delle loro linee telegrafiche, agli apparecchi che ope impiegano, come si qui qualunque perfezionamento, che venisse introdotto nel servizio.

Ope smettano il voto, che l'apparecchio elettrico, di cui l'esperienza avrà constatato la superiorità pratica su tutti gli altri, venga adottato uniformemente, sia pure per la

trasmissione dei dispatci internazionali.

Art. 5°.

Gli Governi contrattanti adopereranno ogni cura per ricevere i loro fili telegrafici in modo da poter dare passaggio senza interruzione, sino alle frontiere, e da reca estenuata all'altro delle più lunghe distanze ai dispatci internazionali.

Compromiscamente potrà essere fatta al punto di giungione delle linee internazionali una riproduzione telegrafica dei dispatci destinati ad essere trasmessi dall'uno degli Stati all'altro.

Art. 6°.

Questo Governo conosce la facoltà di interrompere il servizio della Telegraphia internazionale per un tempo indeterminato, se lo deude conveniente, sia per tutte le corrispondenze, sia solamente per certe nature di corrispondenze; ma testoché un Governo avrà adottato una misura di tal genere dovrà darne immediata comunicazione a tutti gli altri Governi contrattanti.

Art. 7°.

Gli Stati contrattanti dichiarano di non accettare responsabilità di sorta a riguardo del servizio della corrispondenza internazionale per via telegrafica.

Art. 8°.

I dispatci saranno classificati nell'ordine seguente:

- 1º Dispatci di Stato, cioè quelli che emanano dal Capo dello Stato, dai Ministri, e dai Capi delle Missioni Diplomatiche accreditate presso dei Governi, che hanno acceduto al presente trattato. I dispatci diplomatici delle Potenze

entrance alla presente Convenzione saranno considerate
e trattate come quelli dei particolari.

Sezione 2^o Dispacci di Servizio, esclusivamente consacrati al ser-
vizio dei telegrafi internazionali;
3^o ed in fine Dispacci dei particolari.

La trasmissione dei dispacci avrà luogo nell'ordine
della loro consegna per parte degli speditori, o del loro
arrivo alle stazioni di destinazione; osservate le regole
di priorità di cui infra:

1^o Dispacci di Stato

2^o Dispacci di Servizio

3^o Dispacci dei particolari

Un dispaccio incominciato non potrà essere interrotto a meno
che abbiasi urgenza estrema per l'invio d'una comuni-
cazione di rango superiore.

Art. 9^o

Quando una interruzione delle comunicazioni sarà
decretata dopo l'accettazione di un dispaccio, l'ufficio da
dove la trasmissione sarà dichiarata impossibile, metterà
alla posta, e con lettera apicarata, una copia del dispaccio,
o lo trasmetterà in servizio di via ferrovia pel più
prossimo convoglio. Egli si' indirizzerà, secondo le cir-
costanze, o all'ufficio vicinore, che si trovi in grado di
far continuare al dispaccio la via telegrafica, o all'uffi-
cio di destinazione, o direttamente al destinatario.

Postoché la comunicazione sarà ristabilita, il dispaccio

sarà trasmesso di nuovo per mezzo del telegrafo, dall'ufficio che ne avrà fatto l'invio per mezzo della posta o della via ferrata.

Art. 10.

Gli Uffici telegrafici rispettivi saranno autorizzati a ricevere dispacci per luoghi in fuori delle linee telegrafiche.

Essi dispacci saranno fatti pervenire a destino per la posta, col mezzo di lettere raccomandate, o per espresso, se lo speditore ne farà desiderare.

L'indicazione data dallo speditore, nel modo di trascrizione d'un dispaccio al di là delle linee telegrafiche; non sarà compresa nel corrisponto delle parole.

Art. 11.

I dispacci a trasmettersi dovranno essere scritti con incisori, senza raschiature, o cancellature, e senza abbreviazioni, con chiarezza, ed in lingua intelligibile. Dovranno essere datati, e portare la firma dello speditore, come si l'indirizzo ben preciso del destinatario.

Art. 12.

I dispacci di Stato dovranno sempre essere ricavati del bollo, o del suggello dello speditore; Essi potranno essere scritti in cifre arabe, ed in caratteri alfabetici facili ad essere riprodotti cogli apparecchi d'uso, oppure essere scritte in francese, in inglese, in Tedesco, ed in italiano; ma saranno sempre scritte in caratteri romani nei paesi ove suffatti caratteri sono generalmente adoperati; e

avranno trasmessi in segni, lettere, o numeri egualmente
in uso negli uffici telegrafici.

Art. 13^o. La trasmissione dei dispacci di Stato sarà di diritto;
gli uffici telegrafici non avranno ad esercitare sui medesi-
mi controllo di sorta.

Art. 13^o.

Il dispacci di servizio e quelli dei particolari non
potranno essere scritti in cifre, epi saranno stesi a
scelta dello speditore, in inglese, in francese, in tedesco, od in
italiano, ma saranno sempre scritti in caratteri romani nei
paesi dove siffatti caratteri sono generalmente adoperati.

Temporaneamente le Parti contraccinte saranno tenute ad
accettare i dispacci stesi in lingua straniera al loro paese
negli uffici designati nel regolamento da intervenire
fra le Amministrazioni telegrafiche.

Art. 14^o.

Gli uffici telegrafici al punto di partenza ed a quello
di destino di ciascun dispaccio avranno il diritto di rifiuta-
re la spedizione o la trasmissione, se il tenore del medesimo
loro sembrasse contrario alle leggi, od alla sicurezza
pubblica.

Il ricorso contro di siffatte decisioni sarà indiritto
all'Amministrazione Centrale delle Stazioni, ove epi saranno
stato preso.

In tutti i casi le Amministrazioni Centrali telegrafiche
di ciascuno Stato avranno la facoltà d'arrestare la trasmis-

sione d'ogni dispaccio, che loro sembrasse poter presentare qualche rischio.

Art. 15°.

Gli Uffici telegrafici saranno tenuti aperti per servizio in ogni giorno, compresi quelli di Domenica e di festa, dal 1º di Aprile sino alla fine di Settembre, dalle ore sette del mattino, sino alle nove della sera; e dal 1º Ottobre sino alla fine di Marzo, dalle ore otto del mattino sino alle ore nove della sera. Le ore di apertura, e di chiusimento saranno le stesse in tutti gli Stati, e l'ora di tutti gli Uffici telegrafici d'ogni paese sarà quella del tempo medio della Capitale di ciascuno di essi paesi.

Il lavoro fuori delle ore qui sopra indicate sarà reputato lavoro di notte; e tassato come tale. Tuttavia il dispaccio, la di cui trasmissione si troverà incominciata di giorno, dovrà necessariamente essere terminato fra due Uffici, ove si trovi in corso, senza dovere subire la sovraetenza di notte.

Art. 16°.

Non sarà accettato alcun dispaccio di notte, se egli non sia stato annunziato durante il servizio di giorno, e non sia stata indicata l'ora di sua depositazione negli Uffici di partenza.

Un regolamento speciale determinerà le condizioni del servizio di notte, ed il tempo durante il quale gli uffici di ciascuno Stato dovranno aspettare l'annunziato dispaccio.

Art. 17^o Vii

Le altre Parti contraccanti s'impegnano a fare tutte le disposizioni necessarie per assicurare il segreto delle corrispondenze telegrafiche.

Art. 18^o:

Le altre Parti contraccanti adottano per la formazione della tariffa, la di cui riunione costituirà la tariffa internazionale, le basi seguenti:

Basi													
Per distanze		Per parole											
in Sardegna	in Austria e nei paesi della Lega telegrafia Centro Germania	Da 1. a 20 parole inclusive				Da 20. a 50 parole inclusive				Da 51. a 100 parole inclusive			
		in Sardegna	in Austria	in Sardegna	in Austria	in Sardegna	in Austria	in Sardegna	in Austria	in Sardegna	in Austria		
		italia	cent.	fiore.	car.	italia	cent.	fiore.	car.	italia	cent.	fiore.	car.
Da 1 a 75 chilometri inclusi	Da 1. a 10 miglia inclusi	2	50	1	"	5	"	2	"	7	50	3	"
Più di 75 sino a 190 chilometri	Più di 10 sino a 28 miglia	5	"	2	"	10	"	11	"	15	"	6	"
.. 190 .. 340 ..	.. 28 .. 48 ..	9	50	3	"	15	"	6	"	22	50	9	"
.. 340 .. 525 ..	.. 48 .. 70 ..	10	"	11	"	20	"	9	"	30	"	12	"
.. 525 .. 750 ..	.. 70 .. 100 ..	12	50	5	"	25	"	10	"	37	50	15	"
.. 750 .. 1015 ..	.. 100 .. 135 ..	15	"	6	"	30	"	12	"	45	"	18	"

Nota Si computano per un miglio d'Altimagna, sette mila
cinquecento metri / 7,500 /:

Per un fiorino, moneta di convenzione, italiane
lire due e centesimi cinquanta / 2,50 /.

Art. 19°

Le frazioni eguali o superiori della metà dell' unità saranno computate come unità. Le frazioni minori saranno abbandonate.

Art. 20°

Per l'applicazione delle tasse la distanza percorsa da un dispaccio sarà computata in linea retta sul territorio di ciascuno Stato dal luogo di partenza sino al punto della frontiera ov'essa arriverà, e da questo al luogo di destinazione. Sarà tenuta la stessa norma in quanto al transito dei dispacci di frontiera a frontiera di ciascuno Stato.

Art. 21°

Saranno osservate le regole seguenti per l'applicazione della tassa in ragione del numero di parole.

Le parole riunite con lineette, o separate da apostrofe saranno computate in ragione del numero delle parole contenutevi, ma la lunghezza massima di una parola sarà fissata a sette sillabe, ed il soprappiù sarà computato per una parola.

Le lineette, gli apostrofi, i segni di interruzione, gli alineamenti non saranno computati; ma gli altri segni lo saranno in ragione delle parole impiegate per esprimere.

Di regola generale non sarà trasmesso altro segno di interruzione, che il punto.

Qualunque carattere isolato, lettera o cifra, sarà

computate per una parola.

Ognunque numero composto di una o più cifre sino a cinque inclusivamente sarà computato per una parola; i numeri d'oltre le cinque cifre rappresentatino altrettante parole quante volte saranno contenute cinque cifre, ed una parola di più pel sopravvagamento, le virgole le sbarre di divisione saranno computate per una cifra; gli indirizzi, la data saranno computate nella valutazione delle parole comprensive il dispaccio.

La data potrà essere indicata in ciò la semplice notazione del giorno della settimana; il nome del sottoscritto non sarà computato che per una parola; ma i titoli i prenomi, le particelle, le qualificazioni saranno computate in ragione del numero delle parole che saranno impiegate nel farne l'espressione.

Le linee o parole che l'Amministrazione aggiungerà sur un dispaccio nello intervale del servizio non saranno computate.

Art. 22.

Il limite della lunghezza d'un dispaccio è fissato a cento parole. Al di là di cento parole la tassa da una a venti parole ricomincia (ad essa applicata).

La trasmissione dei dispacci il di cui testo oltrepassa cento parole potrà essere ritardata, acciò sia data la priorità ai dispacci più brevi, quantunque inseriti posteriormente.

Uno stesso speditore non potrà far pagare più dispacci consecutivi, che quando il servizio dell'apparecchio non sarà richiesto da altre persone.

Di questa riserva non sarà fatta applicazione ai dispacci di Stato.

Art. 23°

Lo speditore che esigere dall'ufficio di destinazione la dichiarazione di ricevuta di un dispaccio, pagherà poi ugualmente il quarto della somma, che avrà costato la trasmissione di un dispaccio di venti parole. Egli pagherà la metà della somma che avrà costato la trasmissione del suo dispaccio, ove richiega che gli sia inviato il dispaccio medesimo nella sua integrità per efor collazionato.

Il destinatario potrà anche egli domandare che il dispaccio ricevuto possa efor collazionato, ma dovrà per ciò pagare una seconda volta l'intiera tassa.

Art. 24°

L'importo della spesa di trasmissione della risposta potrà essere pagato anticipatamente dallo speditore che ne farà domanda.

Art. 25°

I dispacci che dovranno efori comunicati a stazioni intermedie, o depositate presso le medesime, saranno considerati e tassati quali altrettanti dispacci separati inviati a ciascun luogo di destinazione.

Art. 26.^o

Per dispacci di cui dovranno essere spedite più copie in un luogo di stazione, verrà fatta pagato un supplemento di una lira italiana, ventiquattro centavini minuti di convenzione, in ragione di ogni esemplare, che si avrà a rimettere in sovrappiù del dispaccio primitivo.

Art. 27.^o

I dispacci di notte saranno sottoposti ad una tassa doppia.

Le tasse prelevate per la collazione di un dispaccio o per ricevimento di una risposta saranno doppiate anche quando si faranno operazioni non avranno potuto essere effettuate che di giorno, salvo che lo speditore abbia domandato, che esse siano fatte di giorno, nel qual caso sarà fatta annuncio di ciò nella minuta del dispaccio.

La dichiarazione di ricevuta è sottoposta del pari alla doppia tassa, se essa è redatta durante la notte.

Art. 28.^o

Il deposito a farsi, come avrà al momento in cui il dispaccio venga annunciato dovrà essere non minore dell'imposto della tassa di venti parole, giusta la tariffa per i dispacci di notte.

Quando il dispaccio non sarà presentato all'ora presunta, l'ammontare dell'arre sarà acquisito e deciso nello stesso giorno che le altre riscosse internazionali.

Art. 29°

I dispecci presentati durante la notte, ma che in conseguenza di ostacoli imprevisti non arriveranno al destinazione che nel mattino non daranno luogo a restituzione della percepita tassa supplementare.

Art. 30°

Le spese di trasporto dei dispecci in fuori delle linee telegrafiche saranno riscopate per parte dell'Ufficio di partenza.

Pel trasporto con lettera raccomandata la tassa sarà uniformemente di una lira italiana / ventiquattro carantani moneta di convezione / per le località del paese dove si troverà l'Ufficio di destinazione, e di lire due italiane per le località situate al di fuori dell'angidotto paese sul continente europeo.

In quanto al trasporto per espresso, lo speditore sarà tenuto di pagare una lira italiana / ventiquattro carantani / pel primo chilometro di distanza tra l'Ufficio d'arrivo, ed il luogo di destinazione, e centumi cinquanta / dodici carantani / per gli altri chilometri.

Queste tasse saranno pagate all'Ufficio d'origine nello stesso tempo che quelle del dispeccio.

Art. 31°

Quando un dispeccio sarà intercettato per uno dei motivi enunciati nell'art. 18. non sarà restituita sulla tassa riscopata che la somma pagata per la distanza che il dispeccio non avrà percorsa.

B. 1. Non sarà fatta alcuna restituzione allo speditore in caso di ritardi accidentali nella trasmissione di dispacci.

Tale restituzione avrà luogo sia quando il dispaccio non fosse pervenuto a destino per fallo del servizio telegrafico, sia quando fosse constatato esservi quello pervenuto alterato al punto che più non rispondesse allo scopo, e qualunque che quando, senza esservi stata interruzione nelle linee, il dispaccio arrivasse più tardi di che non sarebbe pervenuto se ne fosse stato fatto l'invio per mezzo della posta.

Le spese di restituzione saranno sopportate dall'Amministrazione sul territorio della quale la negligenza o l'errore sarà stato commesso.

Crt. 32°

I dispacci di Stato saranno accettati e trasmesse da tutti gli Uffici, senza che ne venga fatto anticipato pagamento dell'imposto della tappa.

La tappa sarà calcolata giusta le tariffe stabilite per la corrispondenza del pubblico.

Crt. 33°

Nei rapporti internazionali non vi sarà franchigia di tappa, che per dispacci relativi ai servizi dei telegrafi.

Crt. 34°

I conti saranno liquidati per periodo trimestrale. Le tasse prelevate su ciascun dispaccio in ragione di percorrenza sul territorio di ciascuno Stato saranno ricimborsate al rispettivo Governo.

Art. 35°

I diritti riscossi per spedizione di copie saranno devoluti all'Ufficio telegrafico sul territorio del quale la spedizione sarà stata fatta.

Art. 36°

Il regolamento reciproco dei conti avrà luogo alla scadenza di ciascun mese. Il conto e la liquidazione del saldo saranno fatti al fine di ciascun trimestre. Questi conti comprendranno le tasse a debito.

I conti saranno compilati dall'Amministrazione Sarda in moneta dello Stato Sardo con riduzione dei totali in moneta austriaca; e dall'Amministrazione Austriaca in moneta austriaca con riduzione dei totali in lire italiane.

Nella riduzione delle monete, il fiorino, moneta di convenzione, sarà raguagliato a lire italiane due e centesimi cinquanta.

I conti fra le due Amministrazioni saranno sempre soldati in moneta sonante.

Art. 37°

Il saldo risultante dalla liquidazione trimestrale sarà pagato in moneta corrente nello Stato a profitto del quale ego saldo sarà stabilito.

Art. 38°

Resta convocato che avevendo introdotto delle modificazioni nelle stipulazioni del presente trattato telegrafico Austro-Germanico, ovvero l'esperienza verispe a far conoscere

inconveniente partire nella esecuzione? delle clausole del presente Trattato, potranno le medesime essere modificate di comune accordo, quando cioè il miglioramento proposto sia ammesso da ciascuno degli Stati contraenti; il rifiuto di uno di essi importando necessariamente il mancamento delle disposizioni attuali. A quest'effetto ogni due anni saranno tenute conferenze tra i delegati degli Stati contraenti, accioè egli si prospettano comunicarsi reciprocamente le modificazioni che l'esperienza avrà fatto vedere doversi introdurre nella presente Convenzione.

Art. 39.

Art. 39.
Il Governo di S. M. l'Imperatore d'Austria dichiara conclusa la presente Convenzione telegrafica in nome suo, ed in nome di tutti gli Stati di Germania, facenti parte dell'Unione telegrafica Austria-Germanica, come si è a nome dei Paesi Bassi, che hanno acceduto all'aggiunta Unione.

Eppure tutte le clausole della presente Convenzione saranno obbligatorie non solamente per l'Austria, ma anzidio per la Prussia, la Baviera, la Slesia, l'Hannover e il Wurtemberg ed i Paesi Bassi.

Art. 40.

La presente Convenzione sarà posta in esecuzione il primo Gennaio mille otto cento cinquantatré, e resterà in vigore sino al trentuno Dicembre mille ottocento cinquantaacinque.

Tuttavia le Parti contraenti potranno di comune

accordo prolungarne gli effetti oltre l'angodotto termine?

Nel qual caso essa sarà considerata come in vigore per un tempo indeterminato e sino allo spirare d'un anno a far tempo dal giorno in cui ne sarà fatta la denuncia.

Art. III°

La presente Convenzione sarà ratificata, e le ratifiche rispettive saranno cambiate in Torino nel più breve tempo possibile.

Tuttavia il Governo Austriaco non si impegna a ratificare la medesima che dopo d'aver ricevuta l'adesione degli altri Governi facenti parte dell' Unione telegrafica Austria- Germania e del Governo dei Paesi Bassi.

Si fede di che i Plenipotenziarii rispettivi hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto l'impronta dei loro stemmi.

Fatto a Torino, in doppio originale, questo di ventotto Settembre mille ottocento cinquantatre.

Firma Di Polone

L.S.

firma Oppong

L.S.

Voi avendo veduto ed esaminato la presente Convenzione Telegrafica, ed approvandola in ogni sua parte, l'accettiamo, confermiamo, e ratifichiamo, promettendo d'operarla, e farla inviolabilmente operare.

In fede di che abbiamo firmato le presenti contrassegnate
dal nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari
Esteri, e munite del nostro Reale Sigillo. Dat dal
nostro Real Palazzo di Torino addi ventiquattr'ore
del mese di novembre l'anno del Signore mille
ottocento Cinquant'otto.

Firmato / Vittorio Emanuele
Controfirmato / Dabormida.

Per copia conforme all'originale
Torino 2 gennaio 1857.

Il Segretario Generale
del Ministero degli affari esteri
Mossi.